



MOTION DE SOUTIEN AUX SALARIES EN RESISTANCE CONTRE L'AUSTERITE

Le Conseil Fédéral réuni à Paris les 20,21 et 22 juin 2017 constate qu'au nom du pacte de responsabilité et de l'application des politiques d'austérité, l'Etat et les collectivités territoriales abandonnent leurs missions de service public. Ces politiques bafouent les droits fondamentaux de la République et entraînent un peu plus chaque jour, notre secteur social et médico-social dans la misère financière.

La baisse des budgets, les appels à projets, les fusions absorptions, les restructurations, les fermetures d'établissements ou de services, les CPOM, la remise en cause des financements, les Contrats à Impact Social et toutes les méthodes de réduction des coûts, y compris la baisse de la qualité de la prise en charge, participent à la mise en concurrence et à la recherche de rentabilité de notre secteur à but non lucratif.

Les salariés vivent la misère salariale et subissent une dégradation majeure de leurs conditions de travail, le non remplacement, les suppressions de postes, des licenciements, le recours aux faisant fonctions et aux contrats précaires et le développement du bénévolat. De même les usagers subissent la dégradation de leurs conditions d'accueil et un nombre de place insuffisant jusqu'à la mise en danger pour certains.

Face à cette situation inacceptable, les salariés dénoncent le manque de moyens, l'insécurité, la violence et des traitements inhumains des populations.

Ils résistent et combattent comme dans le Maine et Loire et la Haute-Savoie ainsi qu'à Tours (37), à Vannes (56), à Chambéry (73), au Plessis-Robinson (92), à Douai (59), et partout en France.

Le Conseil Fédéral apporte tout son soutien aux salariés mobilisés et en résistance avec leurs syndicats départementaux. Il met tout en œuvre pour qu'ils obtiennent satisfaction.